

## RELATIONS INTERNATIONALES

# Retour dystopique vers « 1984 » ?

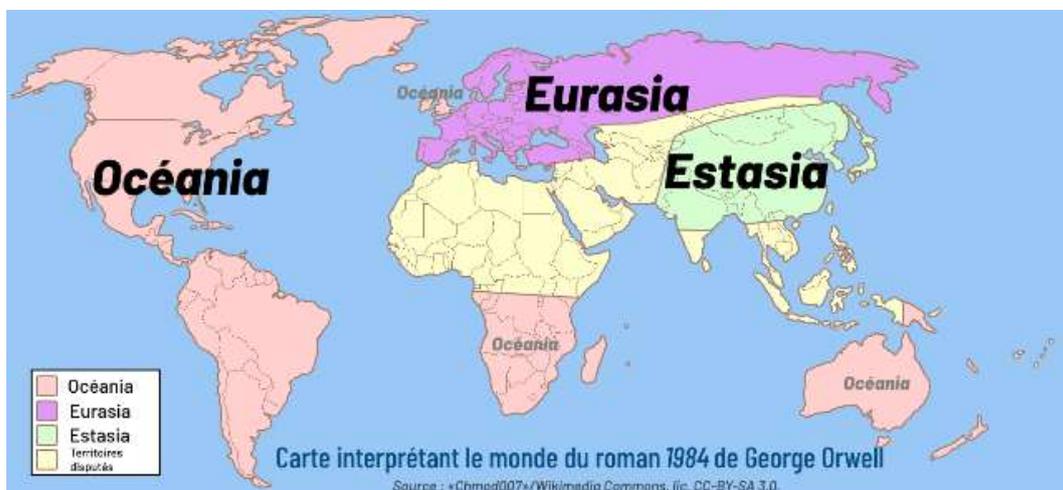
Luc Bentz, mars 2025

« La sphère de puissance de l'État coïncide avec l'espace sur lequel s'étendent ses moyens de domination »  
(Raymond CARRÉ DE MALBERG<sup>1</sup>).



George Orwell, propagandiste antinazi, au micro de la BBC en 1940. Source : [Wikimedia Commons](#), domaine public.

La période de recomposition qui aura suivi la chute du mur de Berlin (1989) et la fin du paradigme *Est/Ouest* aura duré trente-six ans. Le constat de son, terme coïncide avec le second mandat de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Entre Trump, Poutine et Xi Jinping, assiste-t-on à un retour dystopique vers le monde effroyable que [Georges Orwell](#) avait imaginé dans son roman [1984](#) (1949) : trois superpuissances en compétition pour la direction du monde... même si leurs zones d'influence sont plus restreintes que dans la fiction littéraire, même si la présence d'autres acteurs n'est pas mineure dans les relations internationales ?



# Sommaire

RETOUR DYSTOPIQUE VERS « 1984 » ? .....	1
Sommaire .....	2
Résumé .....	2
Introduction .....	3
EFFONDREMENT DE L'URSS : L'ILLUSOIRE TRIOMPHE DU CAPITALISME LIBÉRAL.....	3
OCÉANIA, EURASIA, ESTASIA 2025 ?.....	5
Conclusion.....	8
REPÈRES .....	9
<i>Repère 1. À propos de 1984.....</i>	9
<i>Repère 2. De la Guerre froide à la chute du mur .....</i>	10
<i>Repère 3. Les illusions de « la fin de l'histoire » .....</i>	10
<i>Repère 4. Polycentrisme : une parenthèse ?.....</i>	12
<i>Repère 5. L'expansionnisme brutal de la présidence Trump II : pas une simple lubie .....</i>	14
Notes.....	15

## Résumé

Le roman 1984 de George Orwell évoquait un monde dominé par trois superpuissances se combattant : Océania, Eurasia, Estasia où l'on peut voir comme une représentation symbolique de la Chine, de la Russie et de la Chine d'aujourd'hui. S'il est vrai que l'effondrement de l'URSS en 1991 a pu faire croire à certains à une définitive, mais illusoire victoire du capitalisme libéral mondialisé («la fin de l'histoire), le monde entre 1991 et 2024, a connu une transition parfois erratique, avec des regroupements visant à s'affirmer face au géant américain (Brics+), alors même que la Chine faisait « profil bas » (Deng Xiaoping) pour faciliter son décollage économique avec le succès qu'on connaît. Cette transition a connu ses moments de tentatives« polycentristes » qu'a facilitées la perte de prestige des USA (attentats de 2001, Afghanistan...).

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, puis la réélection de Donald Trump en 2024, l'agressivité croissante de Xi Jinping ont montré qu'on avait changé de paradigme, marqué par la prédominance de trois superpuissances cherchant à exploiter avec brutalité les faiblesses de leurs adversaires, parfois ex-partenaires. Le monde connaît un moment de reconfiguration ; pour autant – contrairement au roman d'Orwell – les trois États dominants ne sont pas les seuls acteurs du concert des nations. En témoigne un certain réveil d'une Europe qui, ne manquant pas d'atouts, est poussée – non sans oppositions externes ou internes – à s'affirmer plus fortement comme puissance autonome.

## Introduction

Dans son roman dystopique *Mil neuf cent quatre-vingt-quatre*, l'écrivain britannique George Orwell (1903-1950) – belle figure de la gauche antistalinienne ayant combattu pour l'Espagne républicaine – situait le monde de 1984 comme dominé par trois superpuissances dictatoriales se disputant des territoires en menant une guerre perpétuelle ponctuée par des renversements d'alliance : Océania (les deux Amériques, les îles britanniques, l'Australasie, le sud de l'Afrique...) ; Eurasia (Eurasie correspondant à l'Europe et à la partie asiatique de l'ex-URSS) ; Estasia (Chine, une partie de l'Inde et des îles japonaises...).

En quoi pourtant les relations internationales ont-elles, mutatis mutandis, un parfum de retour à 1984, indépendamment de toute référence au contrôle des peuples et de la pensée, de la novlangue à la doublepensée ou au crimepensée que j'écarte ici par nécessité pour conserver à cette note son approche spécifique [[→Repère 1](#)].

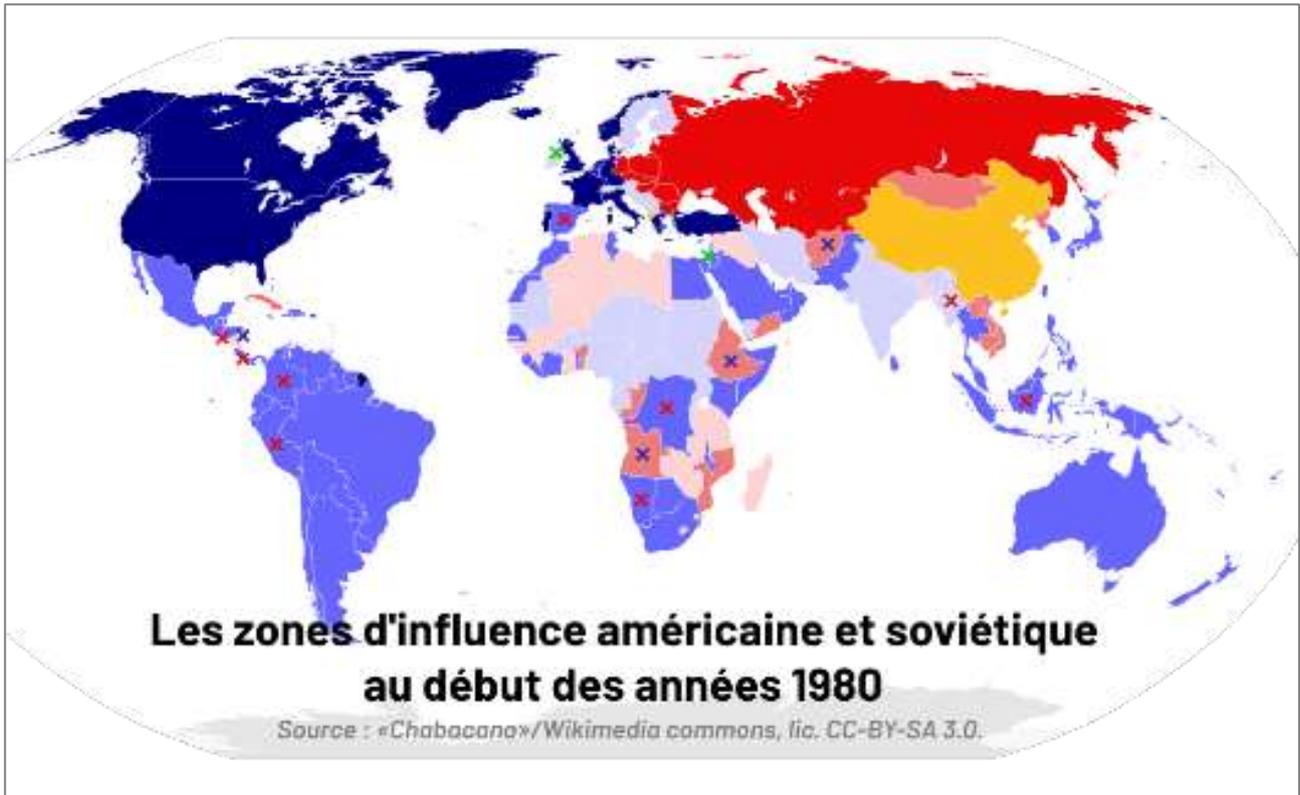
Vision simplifiée par rapport au monde d'aujourd'hui avec trois États dominants et une bande de territoires contestés entre ceux-ci. Mais on voit bien poindre, dans les relations internationales, trois forces principales poursuivant leurs propres objectifs, au travers de conflits multiples conduisant à des alliances plus ou moins de circonstance. La période actuelle s'inscrit dans une rupture sismique dont les manifestations s'échelonnent et se répondent dans le temps long. Elle s'inscrit dans une remise en cause bouleversante (au sens littéral du terme) de la prédominance américaine, incontestable depuis la fin de l'URSS en 1991, mais contestée depuis. On peut donc s'interroger sur le point de savoir si les trois puissances dominantes actuelles dans les relations internationales sont bien le pendant des trois entités qui, selon Orwell, se partageraient sans cesse le monde.

## EFFONDREMENT DE L'URSS : L'ILLUSOIRE TRIOMPHE DU CAPITALISME LIBÉRAL

De la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945) à l'effondrement du système soviétique à l'extérieur (libération des États « satellites »), puis à l'intérieur, le monde restait bipolaire pour l'essentiel. S'y confrontaient deux superpuissances nucléaires, contrôlant deux vastes sphères d'influence : américaine et soviétique, au point que l'on appela tiers monde, à partir des années 1950, les pays dits alors « sous-développés » puis « pays les moins avancés » (PMA), qui n'étaient pas directement rattachés à l'un des blocs et, le plus souvent, y servaient de terrain de conflit entre les deux systèmes.

Si elles ne recouvraient pas tout l'espace mondial et si le degré même de leur influence n'était pas uniforme, il n'en demeurait pas moins que tous les positionnements s'exprimaient par référence à cette bipartition du monde – fût-ce pour la contester (mouvement des non-alignés, 1955). Le

moment suivant la chute du mur de Berlin en 1989 [→[Repère 2](#)] et l'implosion du système soviétique avait conduit à l'illusion d'une « mondialisation heureuse » voyant triompher, solidairement, capitalisme triomphant et démocratie politique comme les deux faces d'une même pièce. La suite a prouvé que non [→ [Repère 3](#)].



La création de l'[OMC](#), en 1994, en était le symbole, renforcé lui-même en 2001 par l'adhésion de la Chine (fût-elle sous conditions). Mais l'ouverture des marchés n'emportait ni la disparition des conflits et des compétitions, ni, moins encore, la conversion des États membres à la démocratie. L'emballage « libéral », au sens économique du terme, bien entendu, était un tantinet précipité.

Dans cette période, les tentatives d'affirmations nationales face à la domination économique et politique des USA ont pris la forme d'une revendication, le « polycentrisme ». Les États participants à ses différents regroupements, souvent parallèles et simultanés, n'y poursuivaient pas les mêmes objectifs nationaux de long terme. L'un d'eux a pris connu en Occident une apparence emblématique, relativement plus grand public (en tout cas, au-delà du cercle des spécialistes) : les [Brics](#) (*Brics+* actuellement). Initialement, en 2009, ils comprenaient le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (d'où l'acronyme initial)<sup>2</sup> et revendiquaient de représenter d'autres dynamiques de développement qu'américano-européenne de l'Ouest. Ils se sont ensuite élargis notamment à l'Afrique du Sud, l'Iran, l'Égypte, les Émirats arabes unis ou encore l'Indonésie.

Justement identifié comme une concurrence au très occidental « [G7](#) », créé en 1975 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), les BRICS représentaient en 2024 la moitié de la population et 35 % du produit intérieur brut mondial (PIB) en valeur courante<sup>3</sup>, contre 44 % pour les pays du G7. Mais ces différents pays n'ont globalement ni les mêmes intérêts

économiques et politiques, ni les mêmes capacités commerciales internationales et nombre d'entre eux connaissent des faiblesses internes parfois considérables. Le concept est aujourd'hui contesté, alors même que l'on s'essaie à d'autres regroupements d'économies émergentes tels le groupe « E7 ».



Pensé sans doute comme contrepoids à la domination occidentale, et plus particulièrement à l'influence américaine, le forum des Brics+ s'est trouvé confronté à ses limites et à ses contradictions. Les liens commerciaux et les situations de dépendance réciproque étaient (et restent) très variables d'un pays à l'autre. En témoigne, par exemple, le fait que les répercussions de la crise financière mondiale des *subprimes* (2008) ont été très différentes d'un État à l'autre au sein d'un ensemble tout compte fait disparate. Surtout, il apparaît que ce qui semblait relever d'une volonté de rééquilibrage collectif dynamique des relations économiques internationales se trouve de fait relégué, par les pays les plus puissants du groupe (Chine, Russie, et même Brésil), derrière leurs propres intérêts économiques ou géopolitiques.

## OCÉANIA, EURASIA, ESTASIA 2025 ?

Selon le classement 2025 de *Global Fire Power*<sup>4</sup> (organisme fondé par *Bertrand Russell*), les trois premières puissances militaires mondiales sont les États-Unis, la Russie et la Chine. Si l'on conjugue capacités militaires nucléaires et conventionnelles (y compris en capacités de projection), puissance économique, développement technologique orientations diplomatiques, trois États sont identifiés comme des puissances de référence : les USA, la Chine et la Russie. Ce tiercé « gagnant », si je puis ainsi m'exprimer, apparaît également dans l'évaluation des dépenses militaires 2023 évaluées par le *SIPRI*<sup>5</sup>.

<b>Dépenses militaires 2023</b>			
Pays	en mds \$	% PIB	par habitant
<b>USA</b>	916	3,36%	2 694 \$
<b>CHINE</b>	296	1,67%	208 \$
<b>RUSSIE</b>	109	5,86%	758 \$
<b>INDE</b>	84	2,44%	58 \$

**Source :** arrondis d'après le *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)*, base de données sur les dépenses militaires ([www.sipri.org](http://www.sipri.org)).

**Lecture :** En 2023, les dépenses militaires des USA représentaient environ 916 milliards de dollars, soit 3,36% du produit intérieur brut, pour un montant représentant 2964 \$ par habitant.

*Les dépenses militaires peuvent s'apprécier en valeur absolue (milliards de dollars), mais aussi en points de produit intérieur brut (effort national relatif, en fonction des capacités économiques du pays et en montant par habitant. Si le volume de la dépense américaine et son poids par habitant sont supérieurs à celui de la Russie, la part de la richesse nationale (PIB) est plus importante en Russie, pays dont l'économie n'est pas comparable à celle des USA.*

Abordons un aspect que n'évoquait pas Orwell dans *1984* : l'armement nucléaire. En 1946, au moment de la rédaction de ce livre, l'atome militaire n'avait connu que deux utilisations à la fin de la Seconde Guerre mondiale ; il était entièrement sous mainmise américaine (même si cela ne dura pas) et ses effets non immédiats étaient largement méconnus, en tout cas du grand public. Sans doute aussi cela aurait-il complexifié le projet éditorial de l'auteur. Mais aujourd'hui, à la « modeste » bombe A, a succédé la bombe à hydrogène, et à l'adaptation quasi-artisanale d'un bombardier lourd ont succédé des missiles, y compris à ogives multiples, intercontinentaux projetés depuis des silos à fusées ou des sous-marins nucléaires lanceurs d'engin<sup>6</sup>.

Le tableau qui suit montre qu'il y a, sans conteste, deux superpuissances nucléaires : les États-Unis et la Russie. Si cela ne les met pas à l'abri de [guerres asymétriques](#)<sup>7</sup> : on a vu à quel point les Russes ([1979-1989](#)), puis les Américains ([2001-2021](#)) ont fini par être contraints à quitter peu glorieusement l'[Afghanistan](#)... tout comme les Britanniques s'y étaient cassés les dents [au XIXe siècle](#).

Si l'Inde est quatrième au classement international, si elle est dotée de l'armement nucléaire, elle reste focalisée sur son [conflit historique](#) avec le Pakistan et, au plan militaire ou sécuritaire, concentrée sur la sphère régionale, même si elle a des ambitions économiques et commerciales internationales. On peut citer d'autres cas de [puissances « régionales »](#), parfois concurrentes dans un même espace ou une partie de celui-ci (Iran/Israël ; Iran/Arabie saoudite),

**Stocks d'armes nucléaires dans le monde en 2023**

Puissance nucléaire	Armes nucléaires	ICBM	IRBM	Avion	SNLE
Russie	5 889	✓	✗	✓	✓
États-Unis	5 244	✓	✗	✓	✓
Chine	410	✓	✓	✓	✓
France	290	✓	✗	✓	✓
Royaume-Uni	225	✗	✗	✗	✓
Pakistan	170	✗	✓	✓	✗
Inde	164	✗	✓	✓	✓
Israël	90	✗	✓	✓	✗
Corée du Nord	30	✓ ?	✓ ?	✗	✗

Source : article « Arme nucléaire » sur [Wikipédia \(fr\)](#), ces données sont issues d'une publication de la Fédération des scientifiques américains (FAS, 2024).

ICBM, IRBM : missiles intercontinentaux, à portée moyenne (3000-5500 km). SNLE : sous-marin nucléaire lanceur d'engins.

d'autres dont l'importance ne peut être contrecarrée que par les États-Unis ou leur instabilité interne (Brésil), certaines qui peuvent jouer sur leur positionnement géopolitique stratégique (Turquie).

Il n'en demeure pas moins que c'est bien chez les responsables des trois premiers États du « classement » (États-Unis, Russie, Chine) que se manifeste, avec un minimum de moyens nécessaires, la volonté de jouer un rôle directeur majeur dans les relations internationales. Les objectifs sont bien entendu différents, à l'aune des priorités nationales ou des projets portés par ces puissances. Les temporalités ne sont pas de même nature, d'abord parce que les dirigeants de ces pays ne s'inscrivent pas personnellement dans les mêmes échéances. Si janvier 2029 est la limite du mandat de Donald Trump, Vladimir Poutine peut être « réélu » jusqu'en 2036, voire au-delà, et la direction politique chinoise peut se projeter à l'horizon 2050 d'autant plus facilement que Xi Jinping, pour lui-même mais aussi sans doute ses successeurs, a mis fin à la limitation à deux mandats de cinq ans pour le même dirigeant du Parti et de l'État.

Que ces objectifs soient de nature et de portée différente dans le temps n'empêche pas les conflictualités entre acteurs internationaux, notamment les trois plus importants. Des contestations territoriales, parfois anciennes, peuvent être ravivées. Certaines, par exemple, opposaient les États-Unis au Canada. La volonté annexionniste récemment exprimée de manière brutale par Donald Trump au début de son mandat – outre qu'elle sort des canons diplomatiques, et même du droit public internationale, comme on l'a remarqué – est loin de relever de la seule lubie d'un président hors des réalités [[→Repère 5](#)].

Les trois grandes puissances ont aussi leurs contradictions et leurs fractures. L'économie russe connaît – ce qui n'est paradoxal qu'en apparence – connaît une situation de faiblesse sous le double effet de la guerre d'Ukraine (et des sanctions qui ont suivi) et, depuis l'effondrement du communisme soviétique, d'une logique systémique de prédatons. Militairement, l'État russe a dû recourir à des drones iraniens, à un contingent militaire nord-coréen (c'est dire !) et n'aurait pas tenu sans le soutien de la Chine. En Chine même, l'acceptation sociale de la mainmise complète du régime repose sur un compromis de fait qui permet à une classe moyenne et supérieure émergente de tirer profit du développement économique. Même si le pouvoir communiste peut s'appuyer sur un appareil répressif impitoyable et un contrôle social, numérique notamment, qui renvoie les « télécrans » de 1983 au rang d'aimable plaisanterie, la persistance de ce compromis fragile – puisqu'il est lié à l'internationalisation des échanges, où la Chine domine<sup>8</sup> – est une condition de la stabilité. Enfin, on a récemment pu constater combien les États-Unis étaient polarisés ; on saura rapidement à quoi aboutissent (ou non) les initiatives de l'administration Trump, mais aussi à quel point l'illibéralisme qui s'y développe est de nature à remettre en cause, ou pas, les fondements mêmes de son régime démocratique.

Il y a des puissances moyennes, plus ou moins fortes, avec leurs faiblesses ou leurs contradictions. Un État comme l'Iran des mollahs reste focalisé sur son rôle de puissance

régionale, même s'il ne s'interdit pas de pousser quelques pions ailleurs selon le principe « les ennemis de nos ennemis sont nos amis ». Le Brésil est essentiellement préoccupé par ses possibilités de se développer dans les marchés internationaux. Quant à l'Union européenne, si elle est une force économique, elle n'est pas encore, en tant que telle, un acteur politique (et moins encore militaire<sup>9</sup>) suffisamment structuré. Pour autant, elle est loin d'être une *im-puissance*.

## Conclusion

Trois puissances sont donc aujourd'hui dominantes, certes, mais, malgré les assimilations qui nous viennent à l'esprit, bien différentes de l'Océania, de l'Eurasia et de l'Estasia de 1984. La carte du roman que nous avons reprise au début de cet article délimitait quatre ensembles cohérents, dont la zone de conflits les opposant. Elle traduit sans nul doute une vision du monde colonial ou impérialiste tel qu'on pouvait se le représenter encore en 1948, au moment où écrivait Orwell. Or si ces trois puissances contemporaines que sont les USA, la Chine et la Russie disposent de moyens de pression et de nuisance considérables, voire effrayants au sens fort du terme (« qui suscitent l'effroi »), elle ne sont pas les seules à jouer et les interrelations ne se limitent pas à des relations exclusives avec l'une ou l'autre. D'une certaine manière, l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine – bien qu'elle suscite relativement peu d'intérêt dans les pays du « Sud » –, puis l'enchaînement continu des provocations en fanfare de la deuxième présidence Trump peuvent (espérons-le) faire bouger les choses.

Si l'Europe se défait (ce qui est le vœu partagé par Poutine, Trump... et leurs alliés assumés ou objectifs « de l'intérieur »), alors le schéma d'une tripartition de la dominance du monde à la mode de 1984 pourrait paraître possible. Si, restant soudée, elle se renforce, alors elle sera en mesure de peser pour un monde où la brutalité des rapports internationaux ne soit pas la seule règle, et où le concept d'État de droit conserve au moins un sens. Pas seule sans doute, mais comme un pôle de résistance où d'autres pourraient s'arrimer. Ce ne serait déjà pas rien. Or, sous la pression conjuguée de la Russie de Poutine en Ukraine (sans parler de ses autres ingérences dans des pays proches) et du désengagement violent de l'administration Trump en Ukraine (assorties de menaces sur l'inclusion américaine dans l'OTAN), la grande majorité des États de l'Union européenne prennent conscience de la nécessité pour elle d'assumer un positionnement de puissance autonome, capable également de peser sur les affaires du monde en veillant aussi à ses propres intérêts.

Ce n'est pas le moindre paradoxe d'une situation qui, décidément, n'est pas réductrice que le monde de 1984.

# REPÈRES

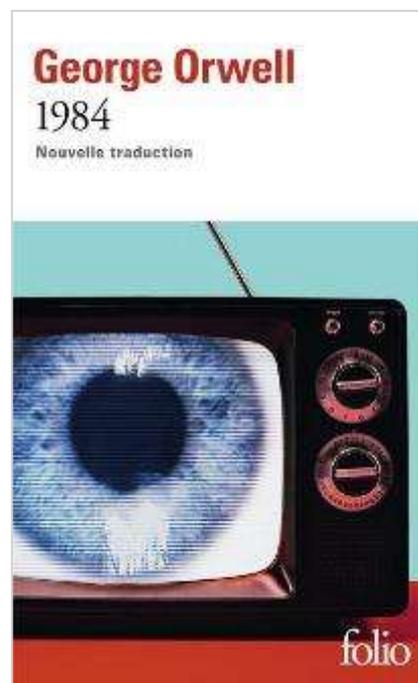
## Repère 1.

### À propos de 1984

Dans ce livre où il est question du mensonge élevé au rang de science d'État et d'un contrôle réellement *totalitaire* sur les individus, on a vu à juste titre une critique du système stalinien. On conseillera à ceux qui ne le connaissaient que par son titre de lire cette œuvre de George Orwell, et aux autres peut-être de le relire à la lumière d'un monde contemporain marqué par l'usage systématique, cyniquement assumé, de la post-vérité, de la manipulation et du contrôle social numériques des populations, de la violence et de la brutalité comme normes de gouvernement.

On y trouvera aussi dans l'effacement du vocabulaire une ressemblance, hélas, avec les prohibitions lexicales à l'œuvre dès le début du second mandat de Donald Trump, comme s'il fallait effacer, jusqu'à la caricature, tout ce qui concerne – y compris dans des documents ou données scientifiques ou académiques – les éléments liés aux inégalités ou discrimination de race ou de genre, au point que Le Monde a pu évoquer « la novlangue de Donald Trump », le terme novlangue étant directement tiré de... 1984<sup>10</sup>.

La *novlangue* (*néoparler* dans certaines traductions) est une entreprise continue de simplification et de réduction du vocabulaire. L'effacement de mots conduit à l'effacement des idées ou des concepts qu'ils exprimaient. Ce dispositif de contraction lexicale s'inscrit dans un système de contrôle conscient et inconscient de la pensée qui conduit à accepter la vérité officielle de l'instant comme une vérité éternelle ou d'accepter deux vérités contradictoires comme simultanées (doublepensée). Quant au fait d'exprimer une quelconque croyance ou un simple doute différant de la pensée du parti unique au pouvoir — pensée du moment –, c'est le crimepensée (qui n'entraîne pas la mort, mais qui est la mort). Si, à l'origine, cette approche englobant tous les totalitarismes (antifranquiste pendant la guerre d'Espagne, Georges Orwell fut un propagandiste antinazi de la BBC pendant la guerre), c'est naturellement avec le modèle stalinien qu'on a fait le rapprochement (notamment un passage où est évoqué une destruction de photos d'anciennes personnalités éliminées). Mais les concepts de 1984 s'appliquent malheureusement à d'autres systèmes autoritaires.



Couverture de 1984 dans l'édition Gallimard/Folio de 2020 (traduction de Josée Kamoun).

## Repère 2.

### De la Guerre froide à la chute du mur

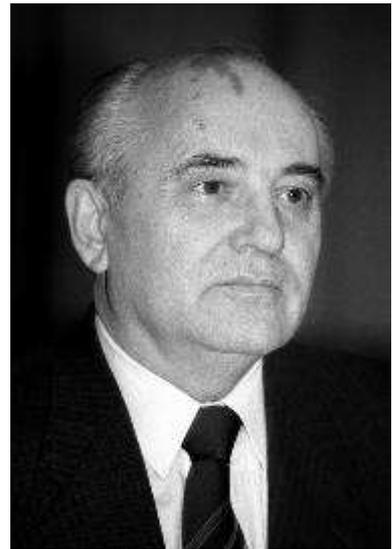
1991 marqua officiellement la [fin de l'Union des républiques socialistes soviétiques](#) (URSS) qui avait de fait implosé, malgré une tentative de coup d'État de communistes conservateurs dont l'échec avait au contraire accéléré le processus. Dès 1989, les anciens États satellites d'Europe de l'Est — que l'URSS n'avait pas officiellement absorbés après la Seconde Guerre mondiale — s'étaient déjà séparés, les uns après les autres, de la puissance dominante. En novembre 1989, la [chute du mur de Berlin](#) — qui séparait depuis 1961 les parties « Est » et « Ouest » de la ville —, puis les débuts de la [révolution de Velours](#) — qui mit pacifiquement fin au communisme en Tchécoslovaquie — furent les prémices annonciatrices de la fin de la [Guerre froide](#) qui avait opposé, de fait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les deux superpuissances dominantes du moment : les États-Unis d'Amérique et l'URSS. Évènements significatifs à ses débuts : le blocus soviétique de Berlin en 1948 et, côté occidental, la création de l'OTAN en 1949. Si les USA et l'URSS ne se combattirent pas directement, d'où le nom de « guerre froide », employé en premier par... George Orwell en 1945, mais repris dans une déclaration officielle par un conseiller du président Truman, puis dans la presse, en 1947. Cette guerre n'était pas « froide » hélas ! pour tout le monde, USA et URSS s'affrontant par populations interposées.

La chute du mur de Berlin, en 1989, marqua la dislocation de l'empire soviétique ; 1991, la fin de l'URSS dont les anciennes républiques fédérées se séparèrent, non sans que la politique russe conduite depuis l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine, plus qu'à la reconstitution de l'URSS « communiste », vise à renouer avec le retour à une Russie impériale, par absorption brutale ou manœuvres d'assujettissement des États proches, comme on l'a vu en Ukraine, Biélorussie ou Géorgie... entre autres.

## Repère 3.

### Les illusions de « la fin de l'histoire »

Développant un article écrit en 1989, le politiste américain [Francis Fukuyama](#) publie en 1992 [La fin de l'histoire et le dernier homme](#), essai dans lequel il considère que l'effondrement du communisme marque la victoire définitive du système capitaliste et la suprématie des démocraties libérales. Celui qui passe alors pour proches des [néo-conservateurs reaganiens](#) se taille alors un succès mondial.



*Mikhaïl Gorbatchev, dernier dirigeant du Parti communiste de l'Union soviétique et de l'URSS, en 1991. Sa démission acta la dislocation de l'URSS et la fin du système communiste en Europe de l'Est.*

Dans ce contexte, la [conversion de la Chine à l'économie de marché](#) avait été entamée à la fin des années 1970 sous la direction de [Deng Xiaoping](#) (quand le régime politique demeurait «communiste autoritaire»). La Chine est sortie du sous-développement et est devenue une puissance économique qui compte. Mais, au rebours de la thèse de Fukuyama, cette évolution même démontre que l'économie de marché et la démocratie politique telle que nous l'entendons ne sont pas inséparables, [tant s'en faut](#)... et que l'interventionnisme, voire le dirigisme économique du pouvoir politique n'ont pas disparu. Mais, dans le contexte des années 1990, la création en 1995 de l'[Organisation mondiale du commerce](#) (OMC) a pu apparaître comme la consécration de la thèse, sinon de la fin de l'histoire, du moins de la victoire de l'économie de marché, d'autant plus que, de manière emblématique, la Chine a rejoint l'OMC en 2001<sup>11</sup>.



Si l'OMC, d'une certaine manière, a prolongé le [GATT](#) de 1948-1995, c'est avec une dimension élargie tant du point de vue de sa composition (120 pays signataires du dernier accord du GATT ; 166 pays membres et une vingtaine d'observateurs actuellement à l'OMC) que de son champ de compétences (biens, mais aussi services et propriété intellectuelle). Autre différence : « les pays du Sud, les pays intermédiaires et les [BRICS](#) jouent alors un rôle croissant dans l'OMC, alors que durant l'époque du GATT, les États-Unis et l'Europe avaient un rôle prééminent »<sup>12</sup>. Il n'empêche que l'OMC, en se concentrant sur l'abaissement des barrières douanières, a fait l'objet de [vives critiques](#) par sa cécité sur d'autres enjeux essentiels (environnement, droits sociaux), voire la volonté de les évacuer.

Mais, depuis la première présidence de Donald Trump (2017-2021), l'organe d'arbitrage a été de fait [bloqué](#) et l'OMC n'est plus qu'un cadre de discussions. Les accords régionaux (comme l'[Alena](#) : Canada, USA, Mexique) se sont développés, non sans critiques : de fait, l'administration Trump II (2025...) l'a fait voler en éclat en instaurant des droits de douane. Dans d'autres cas, comme le projet d'accord de libre-échange entre le [Mercosur](#) (Amérique latine) et l'Union

européenne fait l'objet de vives contestations, en France notamment, en particulier pour la défense d'un modèle agricoles respectueux des contraintes européennes en matière d'environnement et de santé publique.

Le cycle politique ouvert par la fin de la bipolarisation Est-Ouest (avec ses limites) s'est achevé au milieu des années 2010. La logique de relations commerciales internationales qu'il fondait s'est également achevée. La puissance, à certains égards dévastatrice, qui fut celle de l'OMC s'achève comme les vagues de l'Océan qui viennent mourir sur les plages en laissant un peu d'écume comme témoignage affaibli de leur violence ancienne.

## **Repère 4.**

### **Polycentrisme : une parenthèse ?**

Dans les deux décennies qui ont suivi la chute du Mur, les grandes puissances se sont cherchées, mais aussi cherché les unes les autres, dans une reconfiguration multiforme du monde. Le monde de 1991 pouvait sembler unipolaire : la dislocation de l'ex-empire soviétique s'était accompagnée, sous l'ère [Eltsine](#) (1991-1999), d'un effondrement politique et économique de la Russie, marquée par des crises, des scandales, et les prédatons d'une oligarchie affairiste née des privatisations brutales – celle-là même qui pensa plus tard, bien à tort, faire faire de Vladimir Poutine son jouet. Quant à la Chine, elle était officiellement engagée depuis 1978 dans une transition vers l'économie de marché qu'elle privilégiait (les « [quatre modernisations](#) » de [Deng Xiaoping](#)), assortie d'une diplomatie fondée, selon sa célèbre formule « faire profil bas », qui resta en vigueur pendant une trentaine d'années.

Pourtant, symboliquement – les symboles ont leur importance – les [attentats de septembre 2001](#), puis l'émergence d'un islam politique conquérant (chaos au Proche-Orient : Irak, Syrie) ont montré les limites de la puissance américaine dans un contexte de guerre asymétrique (enlèvement US en Afghanistan) ou face à des acteurs soutenus par des puissances régionales « moyennes » comme l'Iran. Sept ans après l'effondrement des tours jumelles du [World Trade Center](#), emblème du capitalisme dominant, la crise des [subprimes](#) a démontré à quel point le système financier américain, insuffisamment contrôlé, pouvait mettre en péril jusqu'à l'économie mondiale et, surtout, à quel point le colosse américain pouvait avoir des pieds d'argile, alors même que le pays s'enfermait dans ses fracturations, sur fond d'offensive idéologique continue alliant libertariens décomplexés, sourds aux enjeux sociaux ou environnementaux, et fondamentalistes chrétiens.

Contrairement aux fantasmes de ceux qui présidaient la fin de l'histoire [[→ Repère 3](#)], les régimes autoritaires ou dictatoriaux ne se sont pas révélés solubles dans l'économie de marché. Les échanges internationaux se sont accommodés non seulement de l'absence de démocratie de certains acteurs (la Chine, « usine du monde »), mais aussi de la corruption parfois endémique ou encore (ceci expliquant cela, et réciproquement) de l'absence de transparence et de contrôle par un système juridique indépendant du pouvoir ou de certains intérêts.

On peut se demander si l'expression d'une volonté polycentriste ne découlait pas d'un positionnement circonstanciel d'affirmation commune face aux États-Unis. Mais, même si l'anti-américanisme peut être partagé par les mêmes acteurs, il n'efface ni les différences de situation ou d'intérêts, ni les contradictions ou les rivalités ces mêmes acteurs. Surtout, les dirigeants régimes expansionnistes à forte capacité militaire que sont la Chine et la Russie ont pu chercher à abattre leurs cartes dès que les circonstances leur ont paru favorables. Ils bénéficient d'un atout majeur : l'inscription dans le temps long<sup>13</sup> qui leur permet de se maintenir au pouvoir sans réelles limites en s'appuyant sur un appareil répressif et des méthodes de contrôle politique et social terrifiantes aujourd'hui. Or, si le régime Trump II pratique une gouvernance illibérale, il n'est pas à l'abri d'un renversement de majorité au Congrès lors des élections dites de *midterm* en 2026, et son ultime mandat s'achèvera en janvier 2025 — même si la désintégration systématique en cours de ce qui faisait l'équilibre des pouvoirs et le respect de l'État de droit aux États-Unis peut paraître préoccupante.

Une telle incertitude électorale, au moins théorique, n'est pas à craindre pour les dirigeants russes et surtout chinois, en raison de l'emprise du Parti communiste sur le pays. Une trentaine d'années après le « profil bas » international de Deng Xiaoping, Xi Jinping a exprimé, sous l'appellation de [« diplomatie des grands pays »](#), la nouvelle orientation internationale, plus offensive, empreinte fortement de nationalisme et de combat idéologique (contre le « modèle occidental »), ambitieuse pour une Chine désirant s'affirmer sur la scène mondiale pour marquer à sa manière le nouvel ordre mondial en construction. Au plan technologique, elle ne se contente plus d'être l'« usine du monde » ; tout récemment, le modèle d'intelligence artificielle générative américain (*Chat GPT*) a été concurrencé par l'IA générative chinoise *Deepseek* [« recherche profonde »] qui, selon ses promoteurs chinois, nécessite une bien moindre puissance de calcul et fonctionne à moindre coût<sup>14</sup>. Annonce prématurée ou pas, il n'en demeure pas moins qu'elle a été très largement relayée par les officiels chinois au plus haut niveau et qu'elle témoigne de la volonté, désormais, de « jouer dans la cour des grands ».

Le polycentrisme s'installe donc, mais, contrairement à ce que pouvait laisser penser le groupement des Brics+, il relèvera moins d'une construction pensée que des évolutions plus ou moins chaotiques des relations internationales, des alliances ou réactions de circonstance sur tel ou tel événement, et de la situation propre de chaque État ou groupe d'États au niveau économique, militaire, politique — et sans doute social.

Les dirigeants des États autoritaires fondent leur légitimation sur la défense des égoïsmes nationaux : dans les rapports de forces tels qu'ils s'expriment aujourd'hui, cela laisse peu la place à un rééquilibrage polycentriste structurant et organisé... quand bien même il serait encore plus éminemment dangereux, à maints égards, chez ceux qui pensent autrement, de baisser les bras.

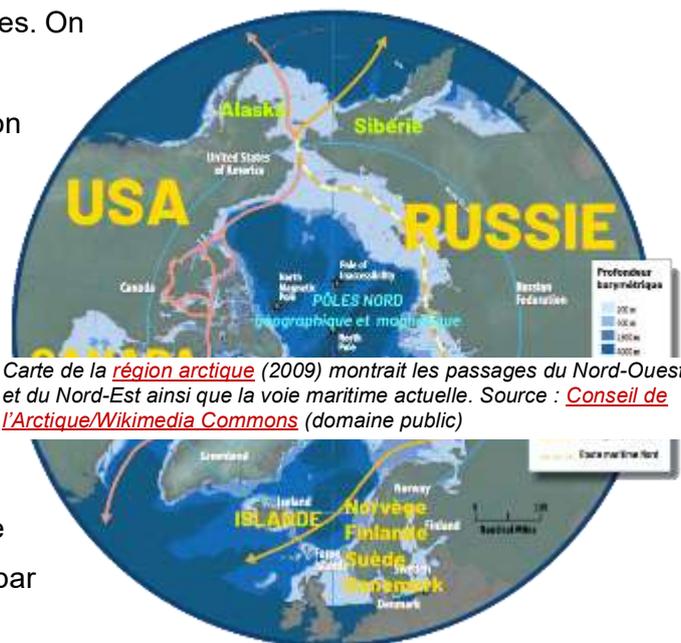
## Repère 5.

### L'expansionnisme brutal de la présidence Trump II : pas une simple lubie

Si, jusqu'à la réélection de Donald Trump en 2024, les États-Unis n'affichaient pas une volonté d'expansion territoriale, leur domination économique et financière et, surtout, leurs capacités de projection militaire les plaçaient bien en situation dominante. C'est toujours le cas, même si cette domination est fortement contestée depuis. Ce qui a changé, c'est l'affirmation brutale d'une volonté d'extension territoriale, sans aucun souci des autorités politiques légitimes ou du vœu des populations, jusqu'à la caricature (Canada<sup>15</sup>).

On peut y voir une forme d'hubris – cette ivresse de la démesure –, voire d'inconscience de la réalité du monde, mais on ne saurait oublier que la vision purement mercantile de Donald Trump repose sur une stratégie politique marquée par la violence viriliste et le projet idéologique ultralibéral de supprimer tous les freins qui pourraient entraver la libre action des entreprises pour le plus grand profit de l'oligarchie capitaliste qui l'a très largement soutenue et dont il s'est fait le héros/héraut. Le déni de la transition climatique y trouve sa justification, de même que le mépris des règles de droit, internationales ou nationales. On

s'apercevra également que les propos annexionnistes d'un Trump à peine élu pour son second mandat ont d'autres causes que le dérangement mental auquel on pourrait trop rapidement le réduire... si l'on prend le temps de sortir de la représentation classique d'un planisphère en projection Mercator –celui auquel nous sommes accoutumés depuis l'école, où l'océan Atlantique, au centre, sépare les Amériques de l'ensemble Europe-Afrique. Intéressons-nous par exemple à l'Arctique<sup>16</sup>.



Carte de la région arctique (2009) montrant les passages du Nord-Ouest et du Nord-Est ainsi que la voie maritime actuelle. Source : [Conseil de l'Arctique/Wikimedia Commons](#) (domaine public)

La fonte accélérée des glaces, résultat du réchauffement climatique, peut ouvrir de nouvelles voies maritime et, surtout, donner accès à des ressources, on note que la fonte du pôle Nord et la libération de l'Arctique à la navigation ouvrent des perspectives intéressées à ceux qui revendiquant l'accès à de nouvelles ressources, et notamment aux terres rares, non sans créer de nouveaux objets de contentieux ou de revendications aux pays limitrophes des pôles : Russie, États-Unis (par l'Alaska), Canada, Danemark (par le Groenland), Norvège. De quoi aiguïser les appétits de ceux pour qui la question des déséquilibres écologiques n'existe tout simplement pas, surtout lorsqu'il s'agit de faire du profit.

## À propos

L'auteur. — L'auteur n'est ni spécialiste ni toutologue. Septuagénaire curieux de réfléchir sur le monde et la Cité, il s'essaie pour lui-même à des réflexions plus construites, approfondies autant que faire se peut. Dans l'esprit de l'éducation populaire, il la met à disposition.

Le document. — Quelques repères, dégagés du corps du texte, permettent d'alléger celui-ci. Parce qu'il n'est pas dans une logique d'« entre soi », l'auteur, non spécialiste s'adressant à des non spécialistes, n'exclut ni les renvois à des ressources en ligne. Les ressources en accès libre sont privilégiées, mais d'autres peuvent être présentes et son signalées par la mention «(€) » qui peut impliquer un achat de la publication complète ou l'obligation d'y être abonné. Les liens hypertextes ont été en principe consultés dans le mois mentionné pour la publication ou, exceptionnellement, le mois précédant celle-ci.

Ce document est publié sous licence Creative Commons BY-SA-NC-ND (diffusion ou réutilisation autorisée sans modifications avec mention de l'auteur originel, à l'exclusion de tout usage commercial. Précisions ici.

## Notes

---

<sup>1</sup> [Raymond Carré de Malberg](#) [1861-1935], *Contribution à la théorie générale de l'État* Sirey 1920, rééd. 1962 par les éditions du CNRS, § 2, p. 5. Les deux tomes de l'ouvrage sont accessibles sur [Gallica \(BNF\)](#).

<sup>2</sup> BRICS+. — Comme l'indique l'[article de Wikipédia](#) consacré au sujet, ce terme a été forgé en 2011 dans une note d'un économiste de la banque d'affaire [Goldman Sachs](#) et a été repris en 2003 dans un rapport publié par deux économistes de la même banque. « Ce rapport tendait à montrer que les pays du groupe BRICS pourraient égaler en 2040 le PIB total du G6 (USA, Allemagne, Japon, Royaume-Uni, Italie) ». La démocratie ou la lutte contre la corruption ne figuraient pas dans le modèle, non plus que leurs différences proprement économiques...

<sup>3</sup> Source : « [GDP, current prices](#) » (Produit intérieur brut en dollars courants), *Perspectives économiques mondiales*, Fonds monétaire international (FMI), octobre 2024 (données accessibles) – page en anglais.

<sup>4</sup> Ce classement est effectué pour déterminer l'indice de « pouvoir de feu » (*PowerIndex*) de chaque pays, à partir de l'analyse d'une soixantaine de facteurs, allant des effectifs militaires bien entendu aux capacités financière ou à la géographie. Plus l'indice est proche de zéro, plus le pays est puissant. Les indices sont respectivement de 0,0744 pour les USA (1<sup>re</sup> nation au classement) et de 0,0788 pour la Russie et la Chine, respectivement 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. L'Inde vient en 4<sup>e</sup> (0,1184), suivie de la Corée du Sud (0,1656), du Royaume-Uni (0,1785) et de la France (0,1878).

<sup>5</sup> Site en anglais uniquement du [Stockholm International Peace Research Institute](#) (SIPRI), initialement créé par le Parlement suédois. Accès direct à la base de données « Dépenses militaires » du SIPRI : <https://www.sipri.org/databases/milex>. Les données ont été arrondies au plus proche. Les capacités de la Chine sont sans doute sous-évaluées, tant en matière d'armement conventionnel que nucléaire, de même que son budget militaire réel, dont une part plus ou moins grande est camouflée.

<sup>6</sup> S'agissant d'Israël, si l'État ne dispose pas de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, certains experts estiment que des sous-marins à propulsion classique ont été adaptés pour pouvoir accueillir des missiles nucléaires.

<sup>7</sup> « Une guerre asymétrique est une guerre qui oppose la force armée d'un État à des combattants irréguliers, matériellement très inférieurs, qui se servent des points faibles de l'adversaire pour parvenir à leur but, souvent politique ou religieux. Les guerres asymétriques englobent notamment les guerres d'indépendance, le terrorisme ou la guérilla et se distinguent des guerres entre États » (article « [guerre asymétrique](#) » sur Wikipédia).

<sup>8</sup> La guerre douanière qui s'annonce entre les États-Unis de Trump et le reste du monde peuvent fortement déstabiliser l'économie chinoise, mais aussi celle des États-Unis par contrecoup, qui se trouvent en situation de dépendance pour les importations, comme le précise cette note du CEPII : Pauline Wibaux, « [Dépendances commerciales : si la Chine est en position dominante, l'Union européenne n'est pas dépourvue d'atouts](#) », *Lettre du CEPII*, n° 452, février 2025 (texte intégral en [version PDF](#)). Sur le rôle de la Chine dans le commerce mondial,

---

voir également sur le blog du CEPII : Gianluca Santoni et Vincent Viscard, [« La Chine, toujours plus dominante dans le commerce mondial »](#), mars 2025. Comme l'y précisent les auteurs : « La Chine domine le commerce mondial avec 730 produits pour lesquels elle assure plus de la moitié des exportations mondiales en 2023, bien plus que l'UE, les États-Unis et le Japon. »

<sup>9</sup> Sans doute l'Europe a-t-elle longtemps porté l'échec originel (en raison du refus du Parlement français en 1954) que fut l'abandon du projet de [Communauté européenne de défense](#). Cela l'a conduite à s'orienter vers une construction purement économique (le « marché commun » de l'[Europe des Six](#)) dans le prolongement de la [CECA](#) qui avait fonctionné.

<sup>10</sup> William Audureau et Maxime Vaudano, [« La novlangue de Donald Trump, qui gouverne autant par les mots que par les décrets »](#), *Le Monde*, 02/04/2025.

<sup>11</sup> Quelles qu'aient été les limites de cette adhésion, elle n'en était pas moins à la fois symbolique et significative.

<sup>12</sup> Article [« Organisation mondiale du commerce »](#) sur Wikipédia en français.

<sup>13</sup> Élu pour un premier mandat en 2012, le président chinois Xi Jinping a fait supprimer la règle instaurée sous Deng Xiaoping d'une limitation à deux fois cinq ans des mandats (cumulés par la même personne depuis les années 1990) de président de la République et de secrétaire général du Parti communiste chinois.

<sup>14</sup> L'arrivée de Deepseek relance le jeu, que l'on pensait fermé au bénéfice des seuls américains, en raison des coûts colossaux de développement et de fonctionnement... ce qui n'efface pas certaines craintes liées à l'utilisation des outils numériques par le pouvoir chinois. *France Info* en rappelait les limites en matière de contrôle du contenu et de données personnelles, précisant : « L'essor de DeepSeek, la rivale chinoise de ChatGPT, agite actuellement l'industrie des hautes technologies. Mais le robot conversationnel, que nous avons essayé, semble gêné dès qu'on l'interroge sur des sujets sensibles » ([« On a testé l'IA chinoise DeepSeek, qui n'échappe pas à la censure »](#), *France Info*, 28/01/2025). S'y ajoutent des interrogations sur le caractère pérenne d'une innovation promue par une entreprise opaque (voir : Isabelle Feng, [« Le mythe d'une IA chinoise, sobre et à faible coût, incarné par DeepSeek, pourrait s'écrouler aussi vite qu'il est apparu »](#) {€}, *Le Monde*, 20/03/2025).

<sup>15</sup> Mais il existe toujours des contentieux territoriaux entre les États-Unis et la Canada.

<sup>16</sup> La carte ci-contre est notamment utilisée dans les articles Wikipédia [« Revendications territoriales en Arctique »](#) et [« Géopolitique de la Russie »](#) (section « Nouveaux enjeux stratégiques en Arctique »).